

La voie de l'opposition de gauche

Premiers bilan et enseignements du combat sur les retraites, suite.

Le 28 octobre 2010

Comme je vous l'ai dit ces deux derniers jours, il est très difficile de se faire une idée exacte de la situation en France tant les informations qui nous parviennent sont contradictoires. La causerie et les infos en bref d'hier en témoignent encore : d'un côté on nous dit qu'il est encore possible d'aller à la grève générale, d'un autre on constate que la reprise du travail est votée dans de nombreux secteurs, par dépit et la mort dans l'âme on s'en doute, pendant que des grèves démarrent ailleurs.

La grève générale ne se décrète pas, chaque fois que les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier y ont appelé, c'est que les conditions de sa réalisation existaient (contre leur volonté) ou qu'un puissant mouvement de grève était déjà engagé, des centaines d'entreprises étaient bloquées et occupées risquant d'entraîner l'ensemble de la classe au combat en dehors du contrôle des appareils, c'est principalement pour cette raison que ces dirigeants se décidaient alors à appeler à la grève générale. Sommes-nous dans cette situation ou l'étions-nous au cours des deux derniers mois ? Manifestement pas.

Maintenant nous ne sommes plus dans la même situation qu'en 36, 45 ou 68. A ces différentes époques, beaucoup moins déjà en 68, le combat contre l'ordre établi pouvait se doter d'une perspective politique, le socialisme. Inconsciemment les travailleurs pouvaient imaginer qu'il était une alternative possible au régime en place dans leur pays, sans adhérer évidemment à la théorie stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays, ils pouvaient ainsi entrevoir un changement de société tout du moins dans leur pays, leur mobilisation était portée ou tirée en avant par cet espoir.

Depuis ce n'est plus le cas, pas seulement parce que le capitalisme a été restauré dans les pays où il avait été exproprié, il faut d'ailleurs minimiser l'importance et la portée de ce facteur au regard du développement de la situation dans ces pays depuis 1989 où des Etats à caractère mafieux (en Russie particulièrement mais pas seulement) ont remplacé les Etats ouvriers dégénérés jetant un doute dans la tête des travailleurs sur la crédibilité de la version officielle sur "l'échec" du socialisme ou l'histoire de la dégénérescence de ces Etats, le principal facteur qui retient les masses de se mobiliser serait plutôt la construction de l'Union européenne dans laquelle ils voient un gage de "paix", et à un degré supérieur, l'interpénétration des économies à l'échelle mondiale, la mise sous tutelle des économies de chaque pays et des Etats pour le compte du capitalisme mondial, qui se traduit par l'impossibilité pratiquement de concevoir le fonctionnement de l'économie d'un pays en rompant avec le capitalisme.

Il faut donc en déduire que les masses ne peuvent plus adhérer au socialisme dans les mêmes termes ou à la suite d'un processus de maturation qui était concevable dans les conditions d'autrefois. Il leur faut acquérir au départ un niveau de conscience politique encore plus élevé pour qu'elles s'emparent à nouveau de l'étendard du socialisme. Si elles conçoivent déjà qu'un changement de société ne pourra avoir lieu qu'à l'échelle d'un continent ou du monde, elles doivent adhérer à la théorie de la révolution permanente qui correspond à cette perspective et répond à toutes les questions qu'elles se posent à propos de la viabilité d'un Etat ouvrier qui romprait avec le capitalisme, pour être bref, les travailleurs et les militants doivent arriver à concevoir que si le capitalisme n'a pu se développer qu'à l'échelle mondiale, il en va de même du socialisme, en se rappelant qu'à l'origine le capitalisme s'est développé dans quelques pays (Grande-Bretagne, France, Allemagne principalement) avant de se répandre à travers le monde et qu'il en ira de même avec le socialisme, et que si les Etats dits socialistes ou communistes n'ont jamais favorisé un tel processus, c'est tout simplement parce qu'ils n'étaient pas vraiment socialistes ou communistes, argument aujourd'hui audible pour de nombreux travailleurs et militants.

On ne peut plus envisager la lutte de classe dans les mêmes termes, parce qu'avec l'élévation du niveau intellectuel de la population et le développement des moyens d'informations ses questions et ses exigences sur le plan politique se font plus précises, plus rigoureuses, quelques mots d'ordre bien choisis et l'agitation bien menée peuvent suffire à mobiliser deux millions de travailleurs, mais ils sont insuffisants pour en entraîner 5 ou 10 fois plus au combat ou pour les convaincre de se joindre au combat déjà engagé.

On ne doute pas un seul instant qu'une majorité de travailleurs dans le pays souhaitent que Sarkozy soit débarqué en 2012, si possible avant, tout de suite, maintenant la question est de savoir si ce qui leur fait défaut pour se mobiliser serait qu'ils ne savent pas comment s'y prendre pour le chasser dès aujourd'hui, ou qu'ils ne voient pas par qui ou quoi le remplacer. Il faut bien comprendre que l'obstacle des appareils est une chose mais qu'il n'explique pas tout à lui tout seul, surtout pas à appréhender et à comprendre l'ensemble de la situation, car les masses peuvent très bien submerger les appareils sans pour autant donner une orientation correcte à leur combat, pour ensuite céder à nouveau la place aux appareils.

Si en 36 et en 45 les travailleurs avaient des illusions dans le PCF et le PS, déjà moins en 68, pratiquement plus du tout en 81, en 2010, ils n'en ont plus du tout ou à la marge seulement, et contrairement à ces différentes époques, toute mobilisation pour se développer en grève générale et mettre en danger le régime en place doit se doter dès le départ d'un contenu politique ou les travailleurs doivent avoir conscience que c'est sur ce terrain qu'ils devront se positionner et qu'ils devront affronter le gouvernement en place et les institutions, s'ils veulent avoir une chance de vaincre.

De nombreux travailleurs le sentent spontanément sans réussir toutefois à matérialiser cette perspective, parce qu'il leur manque l'élément qui unifierait toute la classe et lui permettrait de prendre confiance en elle-même pour mener son combat le plus loin possible, la réponse à la question du pouvoir ou de l'Etat leur échappe encore, compte tenu de l'émiettement de l'avant-garde et en l'absence d'un parti qui incarnerait à leurs yeux une alternative au capitalisme et aux institutions, un parti révolutionnaire dans lequel des millions de travailleurs se reconnaîtraient. Même les partis qui pourraient remplir cette fonction n'osent pas avancer sur ce terrain et prétendre au pouvoir, du coup la classe ouvrière se retrouve totalement désarmée sur le plan politique. Elle rejette l'UMP-Nouveau Centre-Parti radical-Modem-FN, elle rejette également le PS et ses satellites "*historiques*", et elle ne se reconnaît pas dans le POI, le NPA et LO, dans ces conditions il lui est impossible de dépasser un certain niveau de mobilisation et de saisir les tâches qu'elle devrait accomplir pour passer à l'étape suivante de sa mobilisation.

L'incapacité de la classe à se doter d'organismes politiques indépendants qui remettraient en cause même encore inconsciemment les institutions, témoigne (encore) de sa soumission au capitalisme et à ses institutions politiques, de son manque de maturité politique qui traduit à son tour son ignorance qu'il existe une issue politique au capitalisme, le socialisme. Le développement de la lutte des classes peut favoriser ce processus de maturation politique, dit autrement, la classe peut tirer des enseignements de son combat, encore faut-il qu'on l'éclaire pour y parvenir, croire qu'elle en serait capable spontanément par sa seule expérience, c'est se leurrer, c'est là qu'on s'aperçoit du rôle irremplaçable du parti.

La conscience politique de la classe peut progresser au cours de la mobilisation, mais à aucun moment elle ne peut embrasser la totalité de la situation et les rapports entre les classes (et avec les appareils) qui est nécessaire pour définir les tâches précises qu'elle doit se fixer et accomplir pour aller de l'avant. Et sans s'organiser, il lui est impossible de briser les obstacles des appareils, c'est uniquement par son organisation, en prenant la direction de sa mobilisation qu'elle peut y parvenir, d'où l'importance des comités de grève ou d'action et leur centralisation à l'échelle nationale pour poser pour ainsi dire les premières pierres du futur Etat ouvrier...

Pour compléter mon article d'avant-hier, il faut préciser qu'une assemblée générale des travailleurs ne remplace pas le comité de grève ou d'action, ils peuvent être investis du même mandat, mais seul le comité d'action a une existence permanente, c'est un organe de contre-pouvoir qui est la négation du conseil d'administration des actionnaires, qui peut évoluer et à terme prendre la direction d'une entreprise une fois ses actionnaires expropriés pour le compte de l'ensemble de la classe et pas seulement les salariés qui y travaillent, notre objectif n'ayant rien à voir avec l'autogestion sous le régime des banquiers et pour leur compte.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

J'avais commencé à préparer l'analyse critique de l'article du *Collectif pour une Tendance Révolutionnaire du NPA* que j'ai reçu hier et que j'ai mis en ligne ce matin, mais j'ai décidé de laisser tomber parce que cela me prendrait trop de temps pour le finaliser. J'avais également entrepris l'analyse critique de trois articles du NPA et un de LO parus dans leurs sites Internet, mais j'ai abandonné pour les mêmes raisons. Vous trouverez ci-dessous les brouillons de ces articles.

Il faut que vous sachiez que suite à l'agression dont j'ai été l'objet, j'ai entrepris un certain nombre de démarches pour obtenir réparation et dénoncer la corruption de l'inspecteur ripou qui soutient les voyous qui m'ont attaqués, cela prend du temps. De plus je suis en train de finaliser la vente de ma maison et les conditions dans lesquelles je vais quitter ce village pourri, si possible sans avoir aussi à me battre avec eux, ce qui n'est pas une mince affaire !

Confirmation de ce que j'ai écrit ces derniers jours et qui figure dans l'article que j'ai mis en ligne hier Premiers bilan et enseignements du combat sur les retraites. Les passages de l'article du Collectif pour une Tendance Révolutionnaire du NPA soulignés en caractères gras sont du site :

"Depuis le succès historique de la journée de grèves et de manifestations du 12 octobre, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes sont entrés dans la grève reconductible et/ou les blocages. Le mouvement en cours est marqué par la volonté massive de bloquer le pays pour gagner, par la radicalisation des actions et par une auto-organisation limitée, mais croissante."

Qu'est-ce que c'est "*plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes*" sur plus de 45 millions de travailleurs, jeunes scolarisés et retraités ? C'est faire croire aussi que l'on pourrait "*gagner*" avec Sarkozy au pouvoir...

Comment peut-on annoncer "*une auto-organisation limitée, mais croissante*", alors que la mobilisation décroît dans tous les secteurs ? Ils prennent leurs désirs pour la réalité, ce n'est pas sérieux et c'est dangereux à la fois.

Plus loin, on peut lire que "*la majorité de la population soutient la lutte*"... mais ne s'y engage pas ou ne participe même pas aux manifestations du samedi, simple constat qu'ils éludent, ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là. Quel est le contenu politique de ce soutien, quelle est son orientation ? Le rejet de Sarkozy et de sa politique ne constitue un acte de rupture ni avec les institutions ni avec le capitalisme, pas plus que le remplacement du gouvernement actuel par un autre dans le cadre des institutions.

Et encore "*malgré les vacances et la suspension de la grève dans quelques secteurs, la mobilisation se poursuit*". Dans "*quelques secteurs*", on va aller loin sur cette base !

On voudrait y croire "*La grève reconductible est plus faible dans les autres secteurs, mais réelle dans tout le pays*", dans les autres secteurs que les raffineries et les cheminots. Pourquoi ne pas s'en tenir aux faits ?

C'est donc le 27 octobre que l'on apprend l'existence d'une "*Coordination nationale étudiante*" ou d'une "*coordination nationale lycéenne*", que dans "*un nombre croissant de villes ont lieu des Assemblées générales interprofessionnelles*". En fait ces coordinations datent au mieux du 23 octobre si j'ai bien compris, puis des jours suivants, à la fin pour ainsi dire de la mobilisation qui a démarré début septembre, cela rappelle curieusement l'appel à la grève de Blondel en 2003, lorsque la mobilisation touchait à sa fin également.

- "*la volonté de chasser Sarkozy ; en effet, la profondeur du mouvement en cours est tel que les travailleurs et les jeunes déjà en grève l'investissent spontanément de leurs principales préoccupations*", mais cela ne constitue ni une orientation ni une issue politique, à quoi bon chasser Sarkozy, pour mettre qui à la place, Aubry qui appliquera le même programme que Sarkozy ou Zapatero ou encore Papandréou en Grèce ? Dans quel objectif politique précis ? Mystère !

- "*un palier est en train d'être franchi dans la reconstitution de la conscience de classe, ouvrant des perspectives considérables pour la reconstruction du mouvement ouvrier*", on voudrait bien le croire, mais on a franchement du mal. Il va nous falloir encore quelques batailles et beaucoup de patience pour y parvenir...

Extraits de deux articles du NPA *Troisième conférence anticapitaliste européenne, un pas en avant encourageant* du samedi 23 octobre et « *Qu'il cède ou qu'il parte !* » du mardi 19 octobre.

Quelle analyse fait le NPA de la journée d'action du 29 septembre à l'appel de la CES qui soutient les plans de saccages des retraites dans tous les pays de l'UE. Ne rigolez pas, en pointillé ce serait un point d'appui :

"Même si l'arène nationale demeure le cadre des luttes de classes, il ne faudrait pas sous-estimer leur dimension européenne qui s'est manifesté le 29 septembre à Bruxelles et qui, de fait, est très présente.", en dehors des appareils et de l'aristocratie ouvrière qui forme ses bataillons, quelles couches ou quels secteurs de la classe ouvrière sont allés à Bruxelles le 29 septembre ? Aucune.

Le front unique en guise d'organisation ou l'art de dire une chose et de faire le contraire.

"De façon générale, pour les anticapitalistes, se pose la question d'agir dans le sens de l'unité à travers une politique de front unique tout en défendant des perspectives anticapitalistes, en agissant pour que les travailleurs dirigent leurs luttes, à la base, sans s'en remettre aux bureaucraties, en faisant vivre la démocratie au sein des mouvements."

Comment ? A travers les assemblées générales ou les intersyndicales qui décident d'actions (minoritaires) sans obtenir le soutien de la majorité des travailleurs et envoient ainsi au casse-pipe ceux qui y participent, sans orientation politique susceptible de rallier la majorité des travailleurs, à moins que bloquer des voies ferrées ou l'accès à une route pendant une heure ou deux constitue une orientation politique. On tombe là dans le gauchisme.

A juste titre ils évoquent le dictat de l'UE et du FMI imposé à la Grèce, mais quand il s'agit d'envisager de rompre avec l'UE, ils emploient une formule plus générale du style il faut *"rompre avec l'Europe capitaliste mais en agissant dans le sens d'une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples"*, pourrait-on rompre *"avec l'Europe capitaliste"* sans *"(agir) dans le sens d'une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples"*, comme ils le sous-entendent ou on pourrait l'entendre, en conservant l'UE par exemple, le *"mais"* était de trop.

Ils disent que *"les tâches pratiques et concrètes ne manquent pas"*, mais on les cherchera en vain en dehors d'actions spectaculaires auxquelles n'adhèrent certainement pas la majorité des travailleurs, à l'opposé du POI qui combat pour rassembler et organiser la classe en constituant des comités composés de militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et des travailleurs inorganisés.

Idem dans un autre article intitulé *"Ras le bol de la sarkozie. Continuons le mouvement. Préparons l'alternative !"* du samedi 23 octobre : *"Nous proposons de nous regrouper de plus en plus nombreux pour construire et imposer l'alternative anticapitaliste"*, mais se regrouper dans quoi, où, avec qui ? Mystère !

Le cri de l'impuissance : *"La victoire est possible: «qu'il cède en retirant la loi sur les retraites ou qu'il cède sa place !»"*, mot d'ordre purement agitateur qui ne peut pas être repris sur le plan de la propagande pour la simple raison que Sarkozy ne cédera pas et qu'il faut expliquer pourquoi, comme il faudrait analyser pourquoi seulement une fraction infime de la classe ouvrière s'est mobilisée sur les retraites, moins de 10% en réalité en prenant les manifestations comme références.

Et le NPA de tomber dans le panneau de la stratégie gouvernementale mise au point avec Chérèque et Thibault : *"Y compris les plus "mous", comme les dirigeants de la CFDT, sont traités par le mépris le plus total"*, ah ben ça alors, pour un peu on en viendrait à plaindre ces malheureux jaunes, envolé le soutien de Chérèque à l'allongement de la durée de cotisation ou l'alignement du public sur le privé !

LO

Le mouvement continue : amplifions-le ! Faisons du 28 octobre et du 6 novembre des démonstrations de force.

"Lutte Ouvrière appelle donc à amplifier la mobilisation, à généraliser les grèves, à participer partout, le plus nombreux possibles, aux actions organisées au quotidien par ceux qui veulent faire reculer le gouvernement" a écrit Nathalie Arthaud Nathalie Arthaud le 22 octobre. Combien de travailleurs sont engagés dans la grève dans tout le pays ? Mystère ! Dans quel type d'entreprises et de secteurs, dans quels départements ou communes ? Mystère !

On nous reprochera peut-être de faire dans l'approximation ou de ne pas nous aventurer à avancer un pronostic sur la suite de cette bataille, mais comment voulez-vous faire autrement quand il nous manque autant d'éléments pour analyser précisément la situation ?